

DANS LA PRISON QUE FRANCE EST DEVENUE

Le professeur Jean Bernard, membre de notre association, médecin résistant de 1940, nous autorise, avec amitié, à publier quelques extraits de son ouvrage, Prix de la Résistance, *Dans la prison que France est devenue - Mémoires de la Résistance* (Éditions Albin Michel).

Incarcéré à Fresnes, il revit par la pensée son périple de résistant. Il retrouve aussi dans ses carnets le marques de sont itinéraire.

Les textes qui suivent sont autant de regards sur ce qu'il a vécu durant cette période pénible et inhumaine de la seconde guerre mondiale.

Fresnes Je revois nos premières rencontres, avec René Parodi, à partir du 20 septembre 1940. Il n'y avait guère de résistants à l'époque. Quelques dizaines, peut-être quelques centaines. Le mot "résistance" n'était d'ailleurs pas encore passé dans le langage courant. Mais nous étions quelques-uns, pourtant, à ne pas accepter le déshonneur de juin 1940. Il est difficile, aujourd'hui, plus de soixante ans après, d'imaginer cette notion de patrie qui venait de prendre, après la défaite, une valeur, une violence même, extrême. Lorsque, après quelques semaines de campagne, l'armée française a connu le désastre, nous avons été profondément malheureux. La France était en 1939 une des premières nations du monde. Elle avait connu, avec ses alliés, la victoire de 1918, dont le souvenir était encore très présent. Tout le monde pensait que notre armée était invincible. Nous étions donc catastrophés, d'abord par le désastre militaire, puis, en juin 1940, par l'attitude de Pétain. Le déshonneur était sur nous. Un vieil homme qui n'avait même plus la voix d'un homme, qui parlait comme une vieille femme, avait signifié le 17 juin, à midi trente, qu'il venait de demander la paix à l'Allemagne. La France entrait dans la servitude.

Le 20 septembre, donc, je reçois la visite de René Parodi. C'est un magistrat, qui est le frère d'Alexandre Parodi, qui jouera un rôle de tout premier plan dans la Résistance, et le fils de Dominique Parodi, inspecteur général de l'enseignement secondaire.

.....

René Parodi vient donc nous expliquer qu'il est en train de constituer une première organisation de rébellion, de résistance. Il nous demande d'en faire partie. Nous acceptons immédiatement. Le principal objectif, alors, était de soutenir le moral, le courage, de la population française. Il fallait convaincre les gens que tout n'était pas perdu, dans un moment où presque tout le monde pensait que tout était perdu.

Trois solutions s'étaient proposées à ma femme et à moi dès l'effondrement de l'été 1940. Notre première idée avait d'abord été de partir pour l'Angleterre où nous possédions de nombreux liens et où nous aurions pu nous installer sans difficultés. Nous avions une grande confiance dans l'énergie et le courage de l'Angleterre qui, elle, était déterminée à poursuivre la guerre. Mais, pour rejoindre l'Angleterre, il fallait alors passer par l'Espagne, avec nos deux enfants, et le risque d'être enfermés dans un des camps de Franco - allié de Hitler - était important. Une deuxième solution consistait à ce que je parte seul. Mais que deviendrait alors ma famille si j'étais enfermé durant toute la guerre ? La troisième solution, dictée par différents épisodes de l'Histoire, et que bien des peuples avaient choisie avant nous, consistait à rester et à combattre. Ce fut notre choix. Et c'est la raison pour laquelle nous accueillîmes la proposition de René Parodi avec enthousiasme.

René Parodi nous explique qu'il constitue un premier noyau de résistance. Pour le moment, la méthode et les actions ne sont pas définies, mais l'intention est ferme : nous refusons l'abandon de la France à Hitler. Nous n'acceptons pas la reddition de Pétain.

Dans les récits rédigés après la période 1939-1945, les historiens sont souvent tombés dans deux excès : soit ils présentaient les Français, dans leur ensemble, comme des résistants, soit comme des collaborateurs. Après la guerre, on a pu lire quantité de récits, de documents, de mémoires qui présentaient les années de l'occupation d'une manière héroïque, grandiose.

Mais la vérité est toute différente. La Résistance demeura de bout en bout un phénomène marginal en ce qui concerne les effectifs. La vision gaulliste d'une nation qui se serait dressée, dans son ensemble, contre l'envahisseur, dès le 18 juin 1940, relève d'une sorte de mythologie politique. Parmi les premiers résistants, très peu nombreux sont ceux qui ont entendu l'Appel de

De Gaulle. Ces premiers résistants formaient une sorte de nébuleuse dispersée. Ils ont constitué des petits groupes très divers, très isolés les uns des autres. Par exemple, alors que j'appartenais au groupe formé autour de René Parodi, j'ignorais que ce dernier avait, en dehors de ce groupe, des attaches au fameux réseau du musée de l'Homme. La très grande majorité de la population, alors, ne pensait qu'à une chose : survivre. Il faut bien le dire : l'attitude de l'ensemble du peuple français pendant l'occupation n'a pas été très glorieuse, contrairement à d'autres pays, comme les Pays-Bas, qui ont résisté de manière générale. En cette fin de l'année 1940, un simple morceau de pain constituait la première préoccupation des Parisiens. Il m'est arrivé souvent de pédaler à bicyclette jusqu'à la porte de Pantin où un boulanger qui venait de la campagne vendait de temps à autre du pain.

.....

Je n'ai commencé à être inquiet qu'au bout d'un an, à la fin de l'année 1941. On m'a fait savoir, alors, qu'il me fallait faire attention. Des informations circulaient. Un inspecteur de police est venu me trouver un jour : *"Soyez prudent, faites-vous oublier, car des informations circulent sur vous..."* La police, à cette époque, était divisée : certains collaboraient avec les Allemands, d'autres non. Pendant quelques semaines, je n'ai pas couché chez moi. Cette précaution me semblait suffisante, car tout le monde savait que la police allemande procédait presque toujours à ses arrestations à l'aube. Le risque, cependant, restait important. *"Fais-toi oublier pendant quelque temps"*, me disait-on. Il parut plus sage de s'éloigner de Paris pendant plusieurs mois, le temps de se faire oublier. Il fallait tout couper. C'était la seule façon d'échapper à la Gestapo. C'est ainsi qu'au début de 1942, je me suis réfugié à Nazelles où mes deux enfants, âgés de neuf et quatre ans, vivaient déjà, sous la férule de leur vieille gouvernante alsacienne (le troisième, Olivier, naîtra à la Libération). La version officielle de cet éloignement était une convalescence, un besoin de repos de plusieurs mois. Cette version a été parfaitement acceptée par les enfants et leur gouvernante, et probablement aussi par quelques habitants du village voisin. Mais, par prudence, je ne devais pas me montrer.

J'ai donc vécu pendant six mois, de janvier à juillet 1942, enfermé toute la journée dans une chambre de notre maison de Nazelles, avec pour toute liberté quelques pas dans la cour qui était située à l'abri des regards. Je suis donc passé de la vie extrêmement active d'un médecin parisien à une quasi-réclusion où j'aurais pu ne rien faire. Mais, comme il n'est guère dans ma nature de ne rien faire, j'ai écrit, pendant ces six mois, deux livres : un roman et un traité d'hématologie. Le roman est toujours inédit (tant que resteront en vie des personnes qui pourraient s'y reconnaître... ou reconnaître l'un des leurs...). Quant au traité d'hématologie, il a paru en 1948 dans des conditions amusantes. Dans les années quarante, il n'existait encore aucun traité d'hématologie de langue française. C'est pourquoi j'avais décidé, pendant ma réclusion forcée, d'en écrire un. Des amis parisiens me faisaient parvenir, de temps à autre, la documentation nécessaire. Je travaillais du matin au soir. Lorsque tout le temps, toutes les journées sont ainsi disponibles, l'ouvrage avance assez vite. Le traité d'hématologie comptait plus de huit cents pages. En mai 1944, quelques mois avant la Libération, mon confrère et ami Jean Hamburger, encore dans la clandestinité, vient me voir : *"Avec mon maître Pasteur Vallery-Radot, nous avons conclu un accord avec les Éditions Flammarion pour publier, dès la fin de la guerre, un grand traité de médecine. Un volume sera consacré à chaque discipline médicale. Accepterais-tu de rédiger le volume consacré aux maladies du sang, à l'hématologie ? Et, si tu acceptes, quel délai te faut-il pour pouvoir remettre le manuscrit, - Quel délai ? Une dizaine de secondes, le temps de te l'apporter."* Je vais prendre l'énorme manuscrit sur une étagère et le tends à mon ami, éberlué. "Le voici, ton traité. Il est terminé !"

.....

Le professeur Jean Bernard, dans sa cellule à Fresnes, se souvient encore...

Le lendemain 18 juin, en contrepoint du discours de Pétain, le général de Gaulle prononce depuis Londres le fameux Appel, mais très peu de gens l'entendent. Qui connaît alors Radio-Londres ? Par la suite, beaucoup de gens prétendront avoir écouté l'appel fondateur de la Résistance française, mais combien étaient-ils réellement ?

"Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un

gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.

Certes, nous avons été, nous sommes submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne de l'ennemi. Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non ! Car la France n'est pas seule... Elle n'est pas seule...

Elle a un vaste empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser l'immense industrie des Etats-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances n'empêchent pas qu'il y ait dans l'univers tous les moyens pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pouvons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique, ou qui viendraient à s'y trouver, avec ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et ouvriers spécialisés des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres."

Le même jour, une autre voix s'élève, celle de Churchill : "De cette bataille dépend la survie de la civilisation chrétienne. Notre propre existence britannique en dépend et la longue continuité de nos institutions et de notre Empire... Hitler sait qu'il aura à nous briser sur notre île ou qu'il perdra la guerre. Si nous réussissons à lui résister, toute l'Europe pourra être libre et la vie du monde pourra progresser vers de hautes terres, vastes, inondées de soleil.

Mais si nous échouons, alors le monde entier, y compris les États-Unis, y compris tout ce que nous avons connu et aimé, sombrera dans les abîmes d'un nouveau Moyen Âge rendu plus sinistre et peut-être plus durable par les lumières d'une science pervertie..."

Pendant ces jours dramatiques, alors que la France bascule dans l'une des plus malheureuses aventures de son histoire, le combat se poursuit. Nombreux sont ceux qui se battent avec héroïsme, tels ces cadets de Saumur qui se font tuer, "pour l'honneur", encadrés par leurs officiers. Hélas, ces groupes isolés ne peuvent changer le sort du pays qui tombe sous la botte allemande. Les Allemands se sont arrêtés sur une ligne qui part de Royan, traverse Clermont-Ferrand et rejoint Grenoble.

Dans la nuit du 19 au 20 juin, on annonce que les Allemands sont prêts à connaître les modalités de la cessation des hostilités. Des plénipotentiaires sont désignés en hâte : le général Huntziger, l'ambassadeur Léon Noël, le vice-amiral Le Luc, le général Bergeret, le général Parisot. Ils sont attendus le 20 juin, à partir de 17 heures, sur la route reliant Tours et Amboise. Les émissaires parviennent à ce point de rencontre avec ' beaucoup de difficultés tant le désordre règne sur les routes. Un vent de folie s'est levé, dû à l'exode et à la débâcle militaire. La rencontre des plénipotentiaires français et de la Wehrmacht a lieu à 23 heures.

Le lendemain, les envoyés du gouvernement se retrouvent sur les lieux où va se jouer le sort de la France. Hitler, jubilant et radieux, a choisi un endroit hautement symbolique : Rethondes, dans le wagon où a été signé l'armistice de 1918. Le Führer ne cache pas sa joie. Il est entouré de la fine fleur du régime nazi : Goering, Hess, Ribbentrop, Jodl, Keitel, d'autres généraux encore. Hitler remet aux plénipotentiaires les conditions allemandes et monte dans sa voiture, sourire aux lèvres.

Keitel et Jodl expliquent aux émissaires adverses les fameuses conditions décidées par Hitler : une partie de la France sera occupée. L'armée française sera démobilisée. La flotte française se regroupera dans les ports sous contrôle allemand et italien. Les frais d'occupation seront payés par la France. Tous les prisonniers allemands seront libérés. Les prisonniers français resteront captifs jusqu'à la signature de la paix.

En fin de journée, Laval entre au gouvernement.

.....

Un nouveau poème s'est formé aujourd'hui, dans mon esprit. Comme j'aimerais pouvoir le coucher sur le papier ! Je le reprends, le tourne et le retourne dans ma tête jusqu'à ce qu'il se fixe dans sa forme définitive.

*Dans la prison que France est devenue,
Nous nous tordons sous le poids de nos fers,
Nous subissons l'injuste retenue
Et feu flambant plus qu'en bas-fond d'enfer,
Dans la prison que France est devenue.*

.....

*Dépris de tout, incertains de nous-mêmes,
Las des jours, las des nuits, las de nos corps,
Nous savons bien quels sont ceux qui nous aiment,
Nous serons tous morts s'ils tardent encor,
Dépris de tout, incertains de nous-mêmes.*

*Reverrons-nous le temps de l'ancolie
Et les filles jolies promenées par les champs
Quand la douceur des soirs joint la mélancolie
Et qu'une mélodie s'allie à notre chant
Reverrons-nous le temps de l'ancolie ?*

*Dans la prison que France est devenue,
Nous nous tordons sous le poids de nos fers,
Nous subissons l'injuste retenue
Et feu flambant plus qu'en bas-fond d'enfer,
Dans la prison que France est devenue.*

L'élaboration de mon poème m'absorbe au point que j'oublie, pour un temps, ronflements et démangeaisons. Je n'ai pas sommeil. Je suis devenu insomniaque depuis les interminables nuits en Provence pendant lesquelles nous attendions des parachutages anglais, les yeux levés vers les ciels de pleine lune. Je revois de manière très nette les parachutes tombant dans le silence de la campagne provençale, au nord du Vaucluse, dans la région de Manosque et de Vinon, et je repense aux différents événements qui m'ont fait prendre le chemin du Midi, l'un des tournants les plus forts de ma vie.

Après les six mois de réclusion volontaire à Nazelles qui avaient suivi l'épisode de ma première période de résistance avec René Parodi, la police allemande m'avait très probablement oublié. D'autant plus que cette forme de résistance s'était révélée bien moins mouvementée que la deuxième forme que j'allais bientôt connaître. J'avais hâte de revenir à la vie active. J'étais resté enfermé toute la journée entre quatre murs, écrivant dix heures par jour, lisant le reste du temps. Mon traité d'hématologie était terminé, il était temps de passer à l'action, de reprendre la résistance. Je savais que le combat clandestin serait probablement plus réalisable et plus efficace en zone "nono", en zone "non occupée". Il s'agissait donc pour moi de rejoindre cette zone que personne n'osait appeler "zone libre".

.....

Dès le lendemain, je rejoins Marseille où vit une tante de ma femme, Marie Long, avec son fils François, un prisonnier de guerre évadé. Marie Long a été la première femme à avoir accédé au poste de chef de clinique. Elle habite tout près du Vieux-Port, rue du Bailli-de-Suffren. Je lui fais comprendre que je désire reprendre, sous quelque forme que ce soit, la résistance. Par l'intermédiaire de mon cousin, François, je fais la connaissance de Robert. Par Robert, j'entre en contact avec Carte et Frager. En 1942, le réseau que Carte a tissé est probablement, en France méridionale, l'organisation de résistance la plus rigoureuse, la mieux armée, la plus efficace. En temps de paix, Carte s'appelait André Girard et était metteur en scène et décorateur de théâtre. Il peut être défini en trois traits : un ardent patriotisme, une profonde confiance dans le système qu'il a imaginé, l'art de susciter celle des services secrets britanniques. Bien avant l'ère de l'informatique, cet homme réservé, froid, est lui-même un véritable ordinateur vivant. Dès notre première rencontre, qui a lieu dans un petit bistrot près de la gare de Marseille, il me met en fiche et note, de son écriture minuscule, mes réponses : il projette alors de mettre en fiches toute la

France - du moins toute la France résistante, ce qui limite le travail. Il connaîtra ainsi ceux qui parlent anglais, allemand, suédois, espagnol ou japonais, ceux qui possèdent des vélos, une voiture à bras, quelques litres d'essence, un bateau à moteur, une machine à écrire, une ferme abandonnée, une chambre en ville avec deux issues, les techniques permettant de fabriquer de faux papiers, tickets d'alimentation, cartes d'identité, fausse monnaie... Sans oublier ceux qui ont des liens familiaux avec un ministre, un commissaire de police, un douanier. Toutes ces informations sont notées sur de multiples et singulières fiches protégées - théoriquement - par un code. Carte, fier de cette classification multiple, méticuleusement ordonnée, critique l'inexpérience et le manque de rigueur des mouvements et des groupes de résistance gaullistes. L'idée de cette France recensée pouvant offrir son aide était émouvante. Avec Carte, on pouvait rêver à la mobilisation silencieuse de toutes ces forces cachées. Le très vigoureux soutien qu'il apportait à la section française à Londres donnait du corps à cette espérance. Il a noué, depuis 1940, des liens très étroits avec l'organisation anglaise Buckmaster, une organisation "action", qui possède d'importants moyens, bien plus importants que ceux des timides mouvements gaullistes qui commencent à se mettre en place. Carte est le seul, à cette époque, à recevoir régulièrement des armes, du matériel de sabotage, des appareils radio-émetteurs et récepteurs. Il est entouré d'officiers anglais de qualité commandés par Peter Churchill, dit Raoul. L'un d'eux, Gervais, prépare le jour une thèse sur Mallarmé à la faculté des lettres d'Aix-en-Provence, la nuit nous apprend le maniement des mitraillettes et des plastics. Le principal adjoint de Carte était Henri Frager, architecte en temps de paix, capitaine en temps de guerre, un homme efficace et généreux. Autour de Carte et Frager se sont regroupés des hommes et des femmes très différents. Des comédiens comme Claude Dauphin, Germaine Sablon, des écrivains comme Joseph Kessel, qui se fait appeler Pascal, comme Maurice Druon. Il y a aussi quelques officiers ayant rompu avec Vichy, d'anciens militants d'extrême droite, des prêtres, quelques francs-maçons.

.....

En automne 1942, l'un des membres de notre réseau est arrêté à Montpellier par la police de Vichy. Il devra être, selon les méthodes habituelles à cette police, remis au bout de quelques semaines à la police allemande, avec de très gros risques de déportation ou d'exécution immédiate. La seule échappatoire, pour lui, serait son transfert vers un hôpital d'où il pourrait s'enfuir plus facilement. Nous réfléchissons avec ardeur aux possibilités qui s'offrent à nous. Finalement, on me demande de rendre notre ami sérieusement malade. Nous n'avons pas le choix.

Je me trouve, pour la première fois de ma vie, devant une situation médicale tout à fait paradoxale : provoquer délibérément une maladie. Depuis Hippocrate, le médecin, c'est bien connu, a deux devoirs : retarder la mort et apaiser la souffrance. Il s'agit, dans le cas présent, de faire naître une maladie chez un homme bien portant.

Quelle maladie grave et cependant non mortelle vais-je bien pouvoir provoquer ? Je pense d'emblée à la fièvre de Malte. Peut-être parce que ces événements se passent à Montpellier, ville dont les chercheurs et les universitaires ont consacré un certain nombre de travaux à cette maladie. La fièvre de Malte est due à un germe : le *Brucella melitensis*. Pour nous procurer au plus tôt une culture de ce germe, nous parvenons à soudoyer un employé d'un laboratoire. Cette culture est introduite dans un gâteau mis dans le colis que le captif reçoit tous les huit jours.

Après deux semaines d'incubation silencieuse, notre captif est pris de violents frissons. Il a une fièvre élevée, des sueurs, des douleurs. Après trois jours à 40°, le malade est transféré à l'hôpital sous bonne escorte. Nous réussissons à le faire évader le surlendemain. La fièvre de Malte, à l'époque, est une très longue maladie. Notre compagnon est généreusement accueilli par une famille de la région. Pendant plusieurs mois il restera très souffrant. Mais il est libre. Des périodes hautement fébriles alternent avec des périodes de répit.

Il guérira complètement et reprendra à la fin de 1943 ses activités de résistance dans un autre réseau. Mon ami Paul Milliez, lors d'un de nos entretiens après la Libération, me confiera qu'il s'est, lui aussi, trouvé devant le même problème, et qu'il a proposé exactement la même solution, avec le même succès.

Tous deux, nous avons écarté l'utilisation des poisons. Une dose trop forte aurait pu être dangereuse, une dose trop faible n'aurait pas provoqué les troubles nécessaires. Nous avons aussi écarté les septicémies à streptocoques, à pneumocoques, très redoutables à l'époque, et qui ne

peuvent être transmises que par injection. Nous avons également renoncé à la fièvre typhoïde, car les hommes que nous voulions sauver avaient été probablement vaccinés lors de leur incorporation.

.....

Souvent, au cours de ces nuits d'insomnie en cellule, je me récite des poèmes que j'ai la chance de savoir par cœur. Jamais autant que dans cette prison je n'ai ressenti le privilège de posséder une bonne mémoire. Une phrase de Supervielle me revient à l'esprit : *"Le bonheur est-il dans les gares ?"* Le bonheur n'est certainement pas dans la gare d'Arles en ce mois de décembre 1942. Les quais, le hall, les salles sont occupés par les trois polices de l'époque : la Gestapo, les sbires de Vichy et les agents locaux. En uniforme ou en civil, ces policiers arpencent, guettent, observent. Je me sens très mal à l'aise. Ce n'est pas de la peur. Il y a longtemps que je n'ai plus peur (sinon des chiens qui donnent l'alarme dans les campagnes). Dans l'aventure de la Résistance, on sait qu'on risque à tout moment d'être arrêté, torturé, liquidé. J'en ai pris mon parti. Je me suis, en quelque sorte, habitué à la mort. Je me fais simplement du souci pour cette nouvelle mission qu'on m'a confiée.

Le train, qui vient de Marseille et qui nous transporte vers Arles, Lise et moi, est rempli d'Allemands. Il est en retard. Lise-Odette doit rencontrer dans une maison d'Arles une personnalité importante. J'ai pour mission de la convoier. Nous devons arriver à huit heures du soir. Nous arrivons à neuf heures et demie, une demi-heure après le couvre-feu. Nous descendons du train et évitons le regard des policiers allemands ou français. Pierre Guillain de Bénouville est venu nous chercher. Il travaille avec Carte depuis plusieurs mois. Sa fonction principale est financière. Chaque semaine, il se rend à Genève, ce qui représente pour lui des risques considérables. Il s'occupe de l'argent du réseau. Ce soir sa mission est différente : il doit nous guider vers le rendez-vous d'Arles. Très vite, Lise et moi comprenons la difficulté de la situation. Il est interdit de se trouver dans les rues d'Arles après le couvre-feu. Il est également périlleux de rester dans cette gare truffée de policiers. Nos faux papiers, parfaitement imités, sont irréprochables, certes, mais combien de temps résisteraient-ils à une enquête sérieuse ? Silencieux, inquiets, nous nous dirigeons vers la sortie de la gare. Un grand vent, le vent d'Arles, balaie la cour. Dans un des coins de cette cour dort une voiture à cheval, une vieille victoria, dont le cheval dort debout, dont le cocher dort sur son siège. Bénouville réveille le cocher, fait descendre la capote de la victoria. Nous nous installons tous les trois sur la banquette arrière. Lise est assise entre Bénouville et moi. Nos bras entourent ses épaules. Le cocher claque son fouet et le cheval part au petit trot. Bénouville a sorti de sa musette deux bouteilles que nous feignons de boire. Nous chantons à tue-tête. Nous sommes des fêtards qui accompagnent une charmante jeune femme. La lune, éclatante, nous éclaire. Nous croisons plusieurs patrouilles de police allemande. Chaque fois, c'est le même sourire indulgent des officiers. Le trajet nous paraît long. Nous continuons à jouer la comédie, à chanter. Nous redoublons d'animation. Enfin nous arrivons. Le fiacre s'arrête devant une noble demeure. Le mot de passe est dit à travers la porte. Un homme vient nous ouvrir. Il est beau, grand, blond. Je reconnais le chirurgien Pierre Jourdan. Douze ans plus tôt, il a été mon conférencier d'internat. Il était célèbre pour sa haute valeur chirurgicale, pour la diversité de ses aventures sentimentales, pour son goût de l'indépendance qui l'avait conduit à quitter Paris et à s'installer en Arles. Il avait eu - hors ses nombreuses liaisons - une vie très aventureuse et a, entre autres, participé, comme chirurgien, à la croisière Citroën qui a monté une expédition en Asie. Jourdan me reconnaît, lui aussi, mais ne dit rien. Quand, au petit matin, Lise et moi repartons, il nous reconduit. Près de la porte, sur une commode, de très belles roses sont disposées dans un vase. Jourdan en prend une rose et l'offre à Lise-Odette.

.....

En cet automne 1942, mes activités de résistance au sein du réseau Carte alternent donc principalement les parachutages de Provence et la liaison avec les felouques anglaises en Méditerranée. Toutes ces opérations sont commandées par l'Angleterre qui dispose en France d'une organisation remarquablement efficace. Les Anglais sont à cette époque les champions de la guerre secrète, de l'infiltration, du renseignement et de l'action.

L'année précédente, en 1941, j'étais chef de clinique à l'hôpital des Enfants-Malades. La rupture est totale. Je me revois, en cette fin d'année 1942, à Marseille, devant une librairie de la Canebière. J'ai rendez-vous avec Robert. Il est en retard, comme à son habitude. Il y a des gens

qui sont toujours à l'heure, d'autres qui sont toujours en retard. Pour ma part, j'ai toujours été légèrement en avance, à tous mes rendez-vous, quels qu'ils soient. C'est probablement génétique. Je crois aux chromosomes d'exactitude. À chacun sa propre carte génétique. Tandis que j'attends mon camarade, je jette un coup d'œil dans la librairie. J'entre. Je feuillette une revue médicale qui vient de paraître. Je suis stupéfait en tombant sur un mémoire que j'avais rédigé l'année précédente, et qui décrit une nouvelle maladie de l'enfance. Le mémoire est signé par deux de mes collègues. Mon nom n'est même pas cité en note. C'est du vol pur et simple. En d'autres temps, j'aurais été furieux ou malheureux. En cet automne 1942 je reste indifférent, vaguement amusé. Ma vie de résistance a changé radicalement mon optique, ma façon de vivre. Le fait de pouvoir mourir à tout instant, dans l'après-midi, dans la nuit, demain, transforme singulièrement la vision des choses.

.....

Mon interrogatoire par les Allemands : "*Hum, des ganglions*", répète l'Allemand, hésitant.

Je retiens mon souffle. L'un des officiers son alors l'ordonnance et me la montre : "*C'est cette ordonnance que vous avez rédigée pour cet enfant ?*"

Un grand mouvement de soulagement, de joie intérieure, m'envahit d'un coup. Je n'en montre rien, bien sûr, mais je jubile. Je comprends que je ne suis pas emprisonné pour un crime majeur, pour mes activités de résistance, mais pour un délit tout à fait mineur.

"*Oui, c'est moi qui ai rédigé cette ordonnance.*"

Robert, insouciant comme toujours, avait laissé traîner différents papiers chez lui, dont celui-ci.

Les officiers comprennent mon innocence, du moins en ce qui concerne l'ordonnance. Mais ils insistent. Leur métier consiste à obtenir des informations, et ils poursuivent l'interrogatoire. N'aurais-je pas été le médecin de l'organisation de résistance à laquelle appartenait Marsac ? N'aurais-je pas eu un rôle dans ce réseau ? On me menace, on me donne des coups, mais je me cramponne à cette ligne de défense qui m'est apparue durant cette centième nuit de détention. La révélation spontanée de mon voyage à Marseille, de mes relations avec Robert sont des éléments qui constituent une bonne présomption d'innocence.

Dans les semaines qui suivent, d'autres interrogatoires se succèdent. Il me faut déjouer différents pièges, subir divers assauts. Mais je tiens bon. Je ne dévie pas d'un iota de ma stratégie. Je n'ai fait que rédiger une ordonnance pour un enfant et j'ignorais l'appartenance du père à un réseau. La Gestapo comprend que je ne suis pas un vrai terroriste. J'ai aidé des terroristes sans le savoir peut-être. Indirectement. J'ai été, sans le savoir peut-être, le médecin de leur organisation. L'accusation, mineure, n'est pas formulée avec une grande conviction. On me considère, au pire, comme un coupable de deuxième ordre, un brave et naïf médecin.

.....

Libération J'ai gardé les notes que j'ai prises au jour le jour de mai à septembre 1944. Elles sont le témoignage direct de ce que j'ai vécu cette année-là. Après le déshonneur, les angoisses, les souffrances de l'occupation, voici le temps du renouveau. La guerre va basculer. La libération est proche.

Après ma sortie de prison, à la fin de 1943, je retrouve la liberté. Sur les neuf captifs qui ont été successivement ou durablement mes compagnons de cellule, un seul survivra : le commandant belge, que je rencontrerai plus tard, après la guerre. Les huit autres sont exécutés ou déportés.

Je reprends ma double vie de médecin et de conspirateur. Je retrouve ma bicyclette, je roule à travers la ville occupée. Certains patients habitent dans les beaux quartiers, Passy, Auteuil, Boulogne, Neuilly, parfois Saint-Cloud, et je pédale dur pour aller faire mes visites à l'autre bout de Paris. Lorsqu'on ne roule pas en vélo, on ne se rend pas compte à quel point Paris est fait de montées et de descentes. Même au centre de Paris, il est de dures montées. J'ai connu, avant la première guerre, les derniers omnibus à cheval : les enfants et les personnes jeunes en descendaient lorsqu'on abordait une côte, afin de limiter la fatigue des chevaux.

En 1944, les seules voitures qui roulent dans Paris appartiennent aux Allemands. La bicyclette, très précieuse, me permet de découvrir un Paris nouveau. Les rues et les avenues sont le plus souvent vides. Il me semble parfois que je parcours ma ville pour la première fois. Le cycliste voit bien mieux que l'automobiliste. Sous le Pont-Neuf coule toujours la Seine. Sur le Pont-Neuf je passe et je repasse, tournant mes roues et ma chaîne. Il n'est pas rare que je monte les étages avec ma bicyclette sur le dos, pour être sûr de la retrouver après ma visite au malade. Les vols de vélo sont fréquents car ce moyen de locomotion, indispensable en ces temps de pénurie d'essence, est quasiment devenu un objet de luxe. Son prix dépasse souvent six mille francs (un ouvrier, à l'époque, gagne mille cinq cents francs par mois).

Le principal ennemi, en ce début 1944, est le froid. Le médecin cycliste doit tout à la fois se protéger contre la bise et garder une apparence compatible avec sa dignité de consultant. Mais, le printemps venu, ces voyages à travers Paris deviennent presque heureux. Rien de tel que le vélo pour découvrir les beautés d'une ville, même lorsque celle-ci est occupée.

J'appartiens depuis ma sortie de prison à un réseau très différent du précédent. C'était un réseau "action", celui-ci est un réseau "renseignement". Le principal responsable en est mon ami Georges Tournon. Cette participation est compatible avec mon activité médicale qui se révèle une couverture utile. J'ai repris des fonctions hospitalières. Je dirige pendant quelques mois un service temporaire d'enfants rougeoleux à l'hôpital d'Ivry. Puis je retourne auprès de Paul Chevallier, chef du département d'hématologie à l'hôpital Broussais.

Un après-midi de ce début d'année 1944, un M. Martin est inscrit à ma consultation. Je le fais entrer dans mon bureau. J'identifie immédiatement Alexandre Parodi, le frère de René Parodi, devenu à présent le principal chef des mouvements gaullistes en France. Je l'examine sans lui dire que je l'ai reconnu. Je rédige une ordonnance et lui donne quelques conseils médicaux. Tandis qu'il se rhabille, il me dit : *"Je suis Alexandre Parodi."* Je lui réponds en souriant que je le sais. Je m'apprête à le reconduire. À ce moment retentissent les sirènes d'alerte. Il n'est plus question de sortir. Je lui propose de rester dans mon bureau pendant l'alerte. Il s'assied en face de moi, ouvre sa serviette qui contient de volumineux dossiers. Étant tout près de lui, je ne peux pas ne pas en voir le contenu, des listes bien ordonnées, rigoureusement dressées, des futurs commissaires de la République, préfets, sous-préfets. Tout est en clair. J'en ai le souffle coupé. L'alerte se termine. Alexandre Parodi referme ses dossiers, les range dans sa serviette, me dit au revoir. Il ne sera pas arrêté, les listes ne tomberont pas dans les mains des services allemands.

Après la disparition de Jean Moulin, l'arrestation du préfet Bollaert et l'intérim de Jacques Bingen, Alexandre Parodi est devenu délégué général, ayant rang de commissaire d'État du CFLN. Il représente ainsi le gouvernement et il est à la tête de l'ensemble des instances de la Résistance unifiée. Une sorte de premier ministre avant la lettre. Sa tâche consiste à contrôler l'insurrection nationale, c'est-à-dire à éviter les débordements communistes ou révolutionnaires. De Gaulle lui a donné des instructions tout à fait explicites : *"Je vous recommande de parler toujours très haut au nom de l'État. Les forces et les actions de notre admirable Résistance intérieure sont les moyens par lesquels la nation lutte pour son salut. L'État est au-dessus de ces formes et de ces actions."* Tâche écrasante, confiée à un certain nombre d'hommes plongés dans la clandestinité, obligés de changer de domicile tous les jours, de fuir continuellement la Gestapo, sans secrétariat, sans archives. Alexandre Parodi est secondé par deux adjoints : Bingen en zone Sud, Bouchinet-Serreulles en zone Nord. Les hommes de Parodi effectuent un travail de fourmi dont l'utilité se fera jour à la Libération. Dès le début de 1944, Émile Laffon et son adjoint Michel Debré, à la tête de la "commission des désignations", préparent activement les listes des préfets et des commissaires de la République.

Tandis que je roule dans Paris, il m'arrive de rencontrer, parfois, de grands médecins, les uns piétons, les autres cyclistes. Un jour, rue du Bac, j'aperçois Pasteur Vallery-Radot qui y vit en clandestin. Pour ne pas être reconnu, il est très modestement vêtu. *"Trouvez-vous que je fais assez pauvre ?"* me demande-t-il.

Paul Chevallier, mon maître en hématologie, pédale avec peine. Je l'aperçois souvent arrivant à l'hôpital sa bicyclette à la main. C'est un énorme fumeur. Robert Debré, en dépit de ses soixante-deux ans, est bon cycliste. Nos chemins se croisent en janvier 1944, rue de Rennes. Il entre alors dans son époque espagnole : il commence à ressembler à ces seigneurs tolédans qui emportent au ciel le corps du comte d'Orgaz. Lui et moi sommes des repris de justice. Je sors tout juste de

prison. Robert Debré a, plus adroitement, évité l'arrestation en s'échappant de manière classique par un escalier dérobé, tandis que les sbires étaient amusés à l'entrée principale. Je traverse une période de profond découragement, comme ce fût parfois le cas pendant les années noires. Les meilleurs d'entre nous sont arrêtés, tués, ou pire encore, torturés, déportés. Robert Debré, qui a remarqué mon émoi, me parle avec une fermeté si tranquille, une assurance si pleine de confiance, que je reprends courage. Je remonte sur ma bicyclette et repars vers les tâches nécessaires.

.....

En octobre 1944, je m'engage dans les troupes régulières. Je souhaiterais être affecté à la Première Armée, à l'est, mais le commandement m'envoie à l'ouest, vers ces "poches" de l'Atlantique où l'ennemi, battant en retraite, a laissé de fortes positions : Bordeaux, La Rochelle, Royan, Saint-Nazaire, Lorient. Je rejoins à Cognac le détachement de l'armée de l'Atlantique. Je suis affecté avec le grade de commandant (c'est l'époque des promotions rapides).

.....

Non seulement les autorités civiles, mais aussi certains habitants des villes de l'Ouest, sont loin de la guerre. En prévision d'une offensive, le commandement me demande de faire des réserves de sang. Je vais trouver l'un des plus importants notaires de la ville, un homme aimable et fortuné dont les caves sont pleines de très importantes réserves de cognac. Je me dis que si lui et son épouse sont les premiers donateurs, de nombreux autres habitants suivront. La notairesse n'est pas très intelligente. Elle demande qu'on lui explique pourquoi il faut recueillir du sang. Elle ne comprend pas. Je lui explique une nouvelle fois, de manière très claire, le but de la collecte. Elle éclate : *"Vous n'y pensez pas, docteur ! Donner mon sang à n'importe qui !"* Elle n'a aucune notion de ces "n'importe qui" qui vont se faire tuer pour elle. Mon Dieu, que la sottise est parfois difficile à endurer ! Les spécialistes, les démographes de la transfusion ont depuis longtemps noté que les personnes très riches et les personnes très pauvres donnent rarement leur sang. Les personnes ayant des revenus moyens sont les plus généreuses.

Les activités du service de santé pendant cet hiver glacial sont variées. Nous vivons à nouveau une guerre étrange. Du côté des Alliés, on redoute une sortie des troupes allemandes qui pourraient prendre à revers les armées avançant vers l'est. Mais les troupes allemandes sont des unités de forteresse, très capables de se défendre, mais bien moins capables de quitter les fameuses "poches". Les rares combats sont des escarmouches. En décembre apparaît une épidémie de scorbut. Les soldats reçoivent les rations américaines. Les petits bonbons qui se trouvent dans chacune des rations ne les intéressent pas. Ils les jettent ou les donnent aux enfants. Or ces bonbons contiennent de la vitamine C, la seule vitamine C de la ration, le seul élément qui empêche le scorbut. Par ailleurs, la gale est très répandue, elle provient d'une hygiène déplorable. Le savon est encore très rare. Les effectifs sont peu nombreux : plutôt que de les réduire encore en première ligne, on envoie les infirmiers de la Croix-Rouge, appelés "dégaleurs", frotter sur place les galeux. L'un d'eux, au retour d'une telle mission, reçoit une balle dans le mollet. Il demande aussitôt une décoration. Je ne me rappelle pas la réponse qu'il reçoit du commandement.

En avril 1945 commencent les opérations qui vont permettre la reprise de l'île d'Oléron. Une division est chargée de cette reconquête : la DMM (Direction de marche Marchand, du nom de son général). Je quitte mes fonctions de médecin consultant d'armée pour diriger le service de santé de la division pendant les opérations. Le front passe à Marennes, au milieu des huîtres. Par un accord tacite, les Allemands vont ramasser les huîtres le matin, les Français l'après-midi. De ma vie je n'en ai jamais mangé autant. Les premiers jours, c'est délicieux. Au bout d'une semaine, on se lasse. Après deux semaines, on n'en peut plus.

Pour l'opération militaire, le transport des troupes est assuré par d'étranges véhicules amphibies, par des camions sur terre et de grandes barges à moteur sur l'eau. Un chauffeur noir de l'armée américaine, pilotant l'un de ces radeaux, se perd un soir entre l'île et le continent. Il ne possède ni boussole ni instruments. Comment s'en sortir ? Avec intelligence, il effectue des cercles concentriques au diamètre de plus en plus large. Il atteindra donc nécessairement la terre.

Le matin du débarquement, notre petite unité du service de santé est transportée sur une des plages de l'île, deux heures après le début annoncé des opérations militaires. Mais, pour je ne sais quelles raisons, des confusions chronologiques ont lieu. Nous arrivons sur la plage d'Oléron les

premiers, alors que nous aurions dû être précédés par les troupes de débarquement. Nous sommes seuls, six ou sept, dont le pédiatre Royer, qui dirigera plus tard l'École française de médecine des enfants, le chirurgien Esquirol, futur maire d'Agen, plus quelques infirmiers. Nous sommes assez mal à l'aise, il faut bien l'avouer, de nous retrouver ainsi tout seuls. Nous ne sommes pas fiers. La plage sur laquelle nous avons débarqué est pleine de mines. Nous n'osons bouger. Nous installons pourtant notre poste de secours. Et, puisque nous sommes les seuls représentants des autorités françaises, je nomme le docteur Esquirol gouverneur de l'île. Ses fonctions seront éphémères. Les troupes françaises débarquent enfin. La conquête est rapide. Les Allemands semblent n'opposer qu'une résistance symbolique, ils se rendent.

Le détachement d'armée de l'Atlantique appartient au groupe d'armées que commande un américain, le général Denver. Après la victoire, des décorations américaines sont attribuées aux combattants français. On me propose une de ces décorations, la *Bronze Star Medal*, pour les services rendus par mon groupe de santé. Avec grandeur d'âme, je la refuse et la fais attribuer à Pierre Royer. Par la suite, Pierre Royer me remerciera de ma générosité en me précisant que le titulaire de cette médaille peut, en priorité, occuper des postes fort utiles aux États-Unis, tels que gardien de square, de monument public ou de musée. Réflexion faite, n'aurais-je pas dû l'accepter, cette médaille ?